

AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : IOR 41/027/2006 (Public)

Bulletin n° : 317

ÉFAI

7 décembre 2006

Contrôlez les armes. Vote historique à l'Assemblée générale de l'ONU en faveur d'une proposition de traité sur le commerce des armes

Campagne *Contrôlez les armes* : Oxfam International, Amnesty International et le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL).

Les travaux sur le traité international sur le commerce des armes démarreront sans attendre après le vote historique qui s'est déroulé à l'Assemblée générale des Nations unies ce jeudi 7 décembre 2006 : 153 gouvernements ont apporté leur soutien à la proposition d'un traité international visant à interdire les transferts d'armes qui alimentent les conflits, la pauvreté et les graves atteintes aux droits humains. Seuls les États-Unis ont voté contre, tandis que 24 gouvernements se sont abstenus.

Le vote de l'Assemblée générale intervient trois ans après le lancement de la campagne *Contrôlez les armes*, pendant laquelle plus d'un million de personnes, dans 170 pays, ont demandé la création d'un tel traité.

Les trois-quarts des gouvernements ont voté en faveur de cette proposition, qui avait également reçu l'appui d'une majorité éclatante devant la Première Commission de l'Assemblée générale en octobre.

Les gouvernements d'Europe, du Pacifique et d'Amérique latine ont manifesté un soutien particulièrement vigoureux.

«Le traité sur le commerce des armes a remporté l'adhésion de régions du monde parmi les plus touchées par la violence armée. Ce qui révèle une large reconnaissance du problème et une volonté politique généralisée de passer à l'action», a déclaré Rebecca Peters, directrice du RAIAL.

Les États-Unis sont les seuls à s'être prononcés contre, en dépit d'un appel lancé récemment à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice par 14 sénateurs qui priaient le gouvernement de revoir sa position.

«Étant actuellement en mission au Liban, en Israël et dans les territoires occupés, je peux constater les conséquences dévastatrices sur la population civile du commerce non réglementé des armes. Les gouvernements doivent reconnaître de toute urgence la nécessité de traduire ce vote en mesures concrètes et de veiller à ce qu'un traité juridiquement contraignant sur les armes conventionnelles devienne réalité», a indiqué Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

L'une des premières tâches du nouveau secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, consistera à entamer une synthèse des opinions de tous les États membres quant à ce projet de traité, afin d'en rendre compte à l'Assemblée générale fin 2007. Un groupe d'experts issus des gouvernements du monde entier sera alors chargé d'étudier cette question en détail et de soumettre ses conclusions à l'Assemblée générale en 2008.

«Aujourd'hui, une écrasante majorité de gouvernements a reconnu la nécessité d'un traité sur le commerce des armes afin d'empêcher les ventes d'armes qui alimentent les conflits et la pauvreté. C'est une étape historique. Lorsque la campagne Contrôlez les armes a démarré en 2003, seuls cinq gouvernements y adhéraient. Aujourd'hui ils sont 153. Les gouvernements doivent aller jusqu'au bout et mettre sur pied un traité solide et efficace. Chaque jour de retard est un jour où des milliers de vies sont brisées par la violence armée», a déclaré Jeremy Hobbs, directeur d'Oxfam International.

Complément d'information
Sur la campagne

C'est en 1995 qu'est née l'idée de créer, à l'échelon mondial, un ensemble de règles contraignantes sur les

transferts d'armes, à l'instigation de quelques lauréats du prix Nobel de la paix, dont Amnesty International et le Docteur Oscar Arias. Lancée par Oxfam International, Amnesty International et le RAIAL en 2003, la campagne *Contrôlez les armes* a reçu jusqu'à présent le soutien de plus d'un million de militants dans le monde.

Appel des sénateurs au gouvernement des États-Unis

Le 1er décembre 2006, le bureau de la sénatrice de Californie Dianne Feinstein a adressé une lettre à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, demandant au gouvernement américain de revoir sa position quant au traité sur le commerce des armes.

Cette lettre a été signée par les 14 sénateurs démocrates suivants : Dianne Feinstein (Californie), nouvelle présidente de la Commission budgétaire du Sénat sur la construction militaire et les anciens combattants ; Patrick Leahy (Vermont), nouveau président du Sénat, membre de la Commission judiciaire et de la Sous-commission budgétaire sur le Département d'État et les opérations étrangères ; Jim Jeffords (Vermont) ; Dick Durbin (Illinois), nouveau vice-président du groupe des sénateurs du parti majoritaire ; John Kerry (Massachusetts) ; Carl Levin (Michigan), nouveau président de la Commission sénatoriale des forces armées ; Barbara Boxer (Californie), membre de la Commission sur les relations étrangères ; Daniel Akaka (Hawaii), nouveau président de la Commission des anciens combattants ; Frank Lautenberg (New Jersey) ; Byron Dorgan (Dakota du Nord) ; Russ Feingold (Wisconsin), membre de la Commission sur les relations étrangères ; Barbara Mikulski (Maryland) ; Jeff Bingaman (Nouveau-Mexique), nouveau président de la Commission sénatoriale sur l'environnement ; Tom Harkin (Iowa).

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

à New York : Mark Marge : tél. : +1 (212) 973 9551, portable : +1 (646) 207 6523, mark.marge@iansa.org

à Londres : Kate Noble, RAIAL à Londres, au : +44 (0)20 7065 0875 ou +44 (0) 7900242869,

Kate.Noble@iansa.org

Nicola East, Amnesty International, au +44 207 413 5729, +44 (0)7904398103, neast@amnesty.org

Clare Rudebeck, Oxfam International, au +44 (0) 1865 472530, +44 (0) 7769 887 139,

crudebeck@oxfam.org.uk

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>